

Arrêté n° 22/280/CM

Délégation de signature à Monsieur Denis Alcazar, Directeur du Pôle Services à la Population

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5210-1- 1, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- L’article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l’article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l’élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA-051-12058/22/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2022 relative à la délégation du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L’arrêté n° 22/213/CM de la Présidente de la Métropole du 21 juillet 2022 portant délégation de signature à Monsieur Denis Alcazar Directeur du Pôle Services à la Population ;
- L’acte DRH n° 2021-4831-CT portant affectation de Monsieur Denis Alcazar.

ARRÊTE

Article 1 :

L’arrêté n° 22/213/CM du 21 juillet 2022 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur Denis Alcazar Directeur du Pôle Services à la population de la Métropole Aix-Marseille Provence à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix- Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Ressources humaines

Personnel métropolitain rattaché hiérarchiquement au directeur de Pôle et dont les missions principales relèvent exclusivement de son Pôle

Accueil de stagiaires :

- Conventions de stage sans incidence financière et tous les courriers y afférents.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels en qualité de n+1 ou de n+2 ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation d'évaluation).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Autorisations spéciales d'absence hors absences syndicales ;
- Refus d'un congé ou d'une RTT.

Gestion du télétravail :

- Courriers d'autorisation ou refus délivré aux agents.

Protection sociale et santé :

- Déclarations d'accidents de travail.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission permanent ou ponctuel sur le territoire national ;
- Etat de frais de déplacements.

Ressources humaines

Ensemble des agents dont les missions principales relèvent exclusivement de son Pôle

Paie :

- Etats d'heures supplémentaires des agents;
- Etats d'astreintes des agents.

Marchés publics

Pour les marchés relevant exclusivement de son Pôle

1/ Pour la passation des marchés, y compris subséquents, et accords-cadres inférieurs à 90 000 euros HT :

- Les demande de devis/lettres de commande (sauf subséquents) ;
- Les lettres de consultation (dont marché négocié : marché sans publicité ni mise en concurrence et procédure avec négociation) ;
- Les courriers de complément de candidature (sauf subséquents) ;

Reçu au Contrôle de légalité le 20 septembre 2022

- Les courriers d'invitation à soumettre une offre (procédure restreinte) ;
- Les courriers de négociation ;
- Les demandes de régularisation des offres ;
- Les demandes de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Les demandes justification d'une offre anormalement basse ;
- Les demandes de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Les courriers d'attribution du marché et demandes des pièces réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Les courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Les communications des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature/communications aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Les décisions de ne pas donner suite à une consultation et les courriers adressés aux soumissionnaires relatifs à l'abandon de la procédure ;
- Les pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre, tel que l'acte d'engagement, ainsi que le courrier de notification et l'éventuelle mise au point du marché.

2/ Pour l'exécution des marchés, y compris subséquents, et accords-cadres inférieurs à 90 000 euros HT :

- Les ordres de service créant des prix nouveaux ;
- Les ordres de service portant affermissement d'une tranche optionnelle ;
- Les ordres de service de démarrage travaux ;
- Les modifications et avenants ;
- Les décisions de résiliation quel qu'en soit le motif ;
- Les décisions de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire.

3/ Pour l'exécution des marchés, y compris subséquents, et accords-cadres sans limitation de montant :

- Les bons de commande y compris les bons de commande UGAP ou autre centrale d'achat ;
- Les ordres de service (autres que les ordres de service de démarrage des travaux, affermissement de tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux) ;
- Les courriers de reconduction ou de non-reconduction ;
- Les actes de sous-traitance et le courrier d'accompagnement ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession ;
- Les actes à caractère coercitif (application de pénalités, réfaction et mise en demeure) ;
- Les actes relatifs à l'admission, ajournement ou rejet des fournitures et services ;

Les actes en matière de protection des données à caractère personnel, après avis du délégué à la protection des données

- Les décisions relatives à la réception des travaux ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et courriers de rejet de facture
- Déclaration et mise à jour dans le registre de la métropole des traitements de données à caractère personnel mis en œuvre sous sa responsabilité ;
- Instructions relatives à la protection des données à caractère personnel adressées aux sous- traitants, inscription des sous-traitants au sein du registre ;
- Analyses d'impact sur la protection des données pour les traitements qui les requièrent ;
- Information et réponse aux exercices de droits des personnes concernées par les traitements mis en œuvre dans sa direction, et mise à jour du registre correspondant ;
- Déclaration des violations de données à caractère personnel dans le registre des violations ;
- Approbation des comptes rendus de contrôle sur pièce ou sur place réalisé par la CNIL

Divers

- Les autorisations de branchement aux réseaux d'eau potable et les certificats de conformité ;
- Les autorisations de raccordement aux réseaux d'assainissement et les certificats de conformité ;
- Les intégrations des ouvrages dans le périmètre des DSP eau et assainissement ;
- Les rapports et avis sur les installations d'assainissement non collectif ;
- Les avis sur les instructions d'urbanisme (permis de construire, etc...)
- Les demandes de pièces et documents nécessaires à l'instruction des dossiers ;
- Les plans de prévention de la direction du Pôle ;
- Les actes et les courriers aux administrés liés à la gestion courante des dossiers ;
- Les certificats de capacité demandés par les prestataires ;
- La signature des ATU, DICT et DT ;
- Les fiches d'informations préalables à l'admission de déchets ;
- BSDI pour l'enlèvement de déchets lors de travaux de démolition ;
- Les formulaires ou courriers pour indisponibilité de travaux de démolition ;
- EXE travaux lors de MOE interne ;
- La validation du plan de bornage ;
- Dépôts de plainte au nom de Madame la Présidente de la Métropole Aix- Marseille- Provence dans les domaines relatifs à la présente délégation de signature et concernant le Pôle.

Reçu au Contrôle de légalité le 20 septembre 2022

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Denis Alcazar, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis Alcazar, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Christophe Bonnet, Directeur Fonctions Supports et Développement Déchets.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis Alcazar et de Monsieur Christophe Bonnet la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Rémi Jean, Directeur de l'Eau, de l'Assainissement et du Pluvial.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis Alcazar, de Monsieur Christophe Bonnet et de Monsieur Rémi Jean, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Nathalie Perrin, DGA Eau, Assainissement et Déchets.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis Alcazar, de Monsieur Christophe Bonnet, de Monsieur Rémi Jean et de Madame Nathalie Perrin, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole.

Article 6 :

Le présent arrêté prend à la date de publication.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du- Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 8 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 9 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 20 septembre 2022

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 20 septembre 2022